



TRANSITION

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 275.333,32 euros

Siège social : 49 bis, avenue Franklin D. Roosevelt – 75008 Paris

895 395 622 R.C.S. Paris

BROCHURE DE CONVOCATION

Assemblée Générale Ordinaire

Mardi 28 juin 2022

à 8h

Locaux du cabinet d'avocats Bredin Prat

53 quai d'Orsay, 75007 Paris

SOMMAIRE

1. Ordre du jour	3
2. Texte des résolutions	4
3. Modalités de participation à l'Assemblée Générale	7
3.1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale.....	7
3.2. Modalités de participation à l'Assemblée Générale.....	7
3.2.1. <i>Actionnaires souhaitant assister personnellement à l'Assemblée Générale.....</i>	<i>7</i>
3.2.2. <i>Vote par correspondance ou par procuration.....</i>	<i>8</i>
3.2.3. <i>Changement du mode de participation</i>	<i>10</i>
3.3. Questions écrites.....	10
3.4. Droit de communication des actionnaires.....	10
4. Exposé sommaire de la situation de Transition pendant l'exercice écoulé	11
4.1. Préparation du placement et de l'admission aux négociations sur le compartiment professionnel du marché réglementé Euronext Paris d'actions de préférence et de bons de souscription	11
4.2. Réalisation du placement des Unités auprès d'investisseurs qualifiés en France et hors de France, et admission aux négociations des Unités de Marché.....	11
4.2.1. <i>Placement des Unités.....</i>	<i>11</i>
4.2.2. <i>Actions ordinaires et bons de souscription d'actions ordinaires rachetables au profit des actionnaires fondateurs.....</i>	<i>12</i>
4.2.3. <i>Bons de souscription d'actions à bons de souscription d'actions rachetables (Forward Purchase Agreement, le « FPA »)</i>	<i>12</i>
4.2.4. <i>Surallocation et Période de Stabilisation.....</i>	<i>13</i>
4.2.5. <i>Réduction de capital.....</i>	<i>13</i>
4.3. Transfert des fonds levés par la Société sur un Compte Bloqué dédié.....	15
4.4. Composition du capital social de Transition et déclarations de franchissement de seuil	15
4.5. Activité opérationnelle de la Société.....	15
5. Formulaire de vote par correspondance	16
6. Formulaire de demande d'envoi de documents et renseignements	17

1. ORDRE DU JOUR

Les actionnaires de la société Transition sont informés qu'ils seront convoqués à l'assemblée générale ordinaire de Transition, le **mardi 28 juin 2022 à 8h**, dans les locaux du cabinet Bredin Prat SAS, situé 53, quai d'Orsay, 75007 Paris, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour figurant ci-après (l'« **Assemblée Générale Ordinaire** ») :

Ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2022

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et quitus aux administrateurs ;
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
3. Examen et approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code du commerce ;
4. Approbation des informations mentionnées au I. de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce relatives à la rémunération des mandataires sociaux ;
5. Approbation des éléments composant la rémunération et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 au Président-Directeur général, Monsieur Xavier Caïtucoli ;
6. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2022 ;
7. Approbation de la politique de rémunération du Président-Directeur général, Monsieur Xavier Caïtucoli, et/ou tout autre dirigeant mandataire social exécutif pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2022 ;
8. Fixation du montant de la rémunération allouée aux membres du conseil d'administration ; et
9. Pouvoirs pour les formalités.

2. TEXTE DES RESOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et quitus aux administrateurs

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels,

- **approuve** les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2021 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, se soldant par une perte de 5.245.000 euros ;
- **constate**, en application des dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, l'absence de dépenses et charges visées aux articles 39-4 ou 39-5 du Code général des Impôts au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ; et
- **donne** aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

- **décide** d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 qui se solde par une perte de 5.245.000 euros au compte « Report à nouveau » qui passera ainsi de (10.000) euros à (5.255.000) euros ; et
- **prend acte**, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée par la Société depuis son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Examen et approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code du commerce

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées soumises aux dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce, **approuve** les conclusions dudit rapport et approuve successivement les conventions qui y sont mentionnées.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Approbation des informations mentionnées au I. de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce relatives à la rémunération des mandataires sociaux

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34, I. du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce figurant dans le rapport financier annuel de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, **approuve** les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce qui y sont présentées.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Approbation des éléments composant la rémunération et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 au Président-Directeur général, Monsieur Xavier Caïtucoli

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34, II. du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce figurant dans le rapport financier annuel de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, **approuve** les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 à Monsieur Xavier Caïtucoli, Président-Directeur général.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Approbation de la politique de rémunération des administrateurs pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2022

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce figurant dans le rapport financier annuel de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, ainsi que de l'addendum au rapport sur le gouvernement d'entreprise en date du 18 mai 2022, **approuve** la politique de rémunération des administrateurs pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2022.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

Approbation de la politique de rémunération du Président-Directeur général et/ou tout autre dirigeant mandataire social exécutif pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2022

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce figurant dans le rapport financier annuel de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, ainsi que de l'addendum au rapport sur le gouvernement d'entreprise en date du 18 mai 2022, **approuve** la politique de rémunération du Président-Directeur général et/ou tout autre dirigeant mandataire social exécutif pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2022, et en particulier le principe d'une absence

de rémunération hors possibilité pour le conseil d'administration d'attribuer une rémunération exceptionnelle au Directeur Général en cas de Rapprochement d'Entreprises (tels que ces termes sont définis dans les statuts de la Société).

HUITIÈME RÉOLUTION

Fixation du montant de la rémunération allouée aux membres du conseil d'administration

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce figurant dans le rapport financier annuel de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, **décide**, conformément à l'article 13.5 des statuts de la Société, que les membres du conseil d'administration percevront une rémunération annuelle globale de quatre-vingt mille euros (80.000 €), qui sera répartie librement par le conseil d'administration entre ses membres.

NEUVIÈME RÉOLUTION

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **confère** tous pouvoirs au porteur d'un original, de copies certifiées ou d'extraits du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité, et autres qu'il appartiendra.

3. MODALITES DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

3.1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette Assemblée Générale soit (i) en y assistant personnellement, (ii) en votant par correspondance ou par Internet, ou (iii) en donnant pouvoir à un autre actionnaire, à son conjoint ou au partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou à toute autre personne physique ou morale de son choix.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale par l'inscription en compte au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce), au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris, **soit le 24 juin 2022 à zéro heure**, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société par son mandataire, Société Générale Securities Services, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, annexée au formulaire de vote par correspondance ou de procuration, établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté, par l'intermédiaire inscrit.

Quel que soit le choix de l'actionnaire, seules seront prises en compte pour le vote, les actions inscrites en compte le deuxième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le **24 juin 2022 à zéro heure (heure de Paris)**. Pour toute cession des actions avant cette date, le vote exprimé par correspondance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation du cédant seront invalidés à hauteur du nombre d'actions cédées et le vote correspondant à ces actions ne sera pas pris en compte. Pour toute cession des actions après cette date, le vote exprimé du cédant demeurera valable et le vote sera comptabilisé au nom du cédant.

3.2. Modalités de participation à l'Assemblée Générale

Les modalités de participation à l'Assemblée Générale sont décrites ci-après.

3.2.1. Actionnaires souhaitant assister personnellement à l'Assemblée Générale

Les actionnaires désirant assister personnellement à l'Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission soit par voie électronique, soit par voie postale, dans les conditions suivantes :

Par voie électronique

Les actionnaires désirant assister personnellement à l'Assemblée Générale peuvent demander une carte d'admission par voie électronique selon les modalités suivantes :

- Les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **nominative** peuvent faire leur demande en ligne sur la plateforme sécurisée VOTACCESS en se connectant au site www.sharinbox.societegenerale.com. Une fois connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin de demander sa carte d'admission.
- Les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **au porteur** doivent se renseigner auprès de leur établissement teneur de compte afin de savoir s'il est connecté ou non à la plateforme VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières. Il est précisé que seuls les actionnaires au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré à la plateforme VOTACCESS pourront faire leur demande de carte d'admission en ligne.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté à la plateforme VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions Transition et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme VOTACCESS et demander une carte d'admission.

Demande de carte d'admission par voie postale

- les demandes de carte d'admission des actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **nominative** doivent être adressées à *Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3*.
- les demandes de carte d'admission des actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **au porteur** doivent être effectuées auprès de l'intermédiaire habilité qui assure la gestion du compte titres de l'actionnaire concerné.

Les actionnaires au porteur et au nominatif doivent être en mesure de justifier de leur identité pour assister à l'Assemblée Générale.

Attestation de participation

Dans tous les cas, les actionnaires au porteur souhaitant participer physiquement à l'Assemblée Générale, qui n'auront pas reçu leur carte le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, soit le 24 juin 2022, pourront y participer en étant munis d'une pièce d'identité et d'une attestation de participation obtenue auprès de leur intermédiaire habilité.

Les actionnaires au nominatif qui n'auront pas reçu leur carte d'admission au jour de l'Assemblée Générale, pourront y participer en se présentant au lieu de réunion de l'Assemblée Générale, munis d'une pièce d'identité.

3.2.2. Vote par correspondance ou par procuration

Les actionnaires peuvent, **en amont de l'Assemblée Générale**, voter par correspondance ou être représentés à l'Assemblée en donnant procuration au président de l'Assemblée Générale ou à un mandataire de leur choix, en donnant leurs instructions soit par voie électronique, soit par voie postale. **Les actionnaires sont vivement encouragés à privilégier le vote par voie électronique.**

Par voie électronique

Les actionnaires ont la possibilité de transmettre leurs instructions de vote ou désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'Assemblée Générale, sur la plateforme VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après :

- Pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **nominative** :
Les titulaires d'actions au nominatif pur ou administré qui souhaitent voter par Internet accèderont à la plateforme VOTACCESS en se connectant au site www.sharinbox.societegenerale.com. Une fois connecté, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme VOTACCESS et voter, ou désigner ou révoquer un mandataire.
- Pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme **au porteur** :
Il appartient à l'actionnaire dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur de se renseigner afin de savoir si son établissement teneur de compte est connecté ou non à la plateforme VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

Il est précisé que seuls les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré à la plateforme VOTACCESS pourront voter en ligne ou désigner et révoquer un mandataire par Internet.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté à la plateforme VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions Transition et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder à la plateforme VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire n'est pas connecté à la plateforme VOTACCESS, il est précisé que la notification de la désignation ou de la révocation d'un mandataire peut toutefois être effectuée par voie électronique conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, selon les modalités suivantes :

- l'actionnaire devra envoyer un courriel à l'adresse assemblees.generales@sgss.socgen.com. Ce courriel devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la société concernée, date de l'Assemblée Générale, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que les nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire.
- l'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titres d'envoyer une confirmation écrite au service Assemblées Générales de Société Générale Securities Services, Service Assemblées Générales, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3.

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, la notification de la désignation ou de la révocation d'un mandataire peut être effectuée par voie électronique, selon les mêmes modalités que celles décrites ci-dessus.

La plateforme VOTACCESS sera ouverte au plus tard à la date de convocation de l'Assemblée Générale. La possibilité de voter par Internet avant l'Assemblée Générale prendra fin la veille de la réunion, soit le **27 juin 2022 à 15 heures (heure de Paris)**. Toutefois, afin d'éviter tout engorgement éventuel de la plateforme VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée pour voter.

Par voie postale

Comme mentionné ci-avant, les actionnaires sont vivement encouragés à exprimer leur vote ou donner pouvoir par voie électronique. Néanmoins, les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée Générale ou à toute autre personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, pourront :

- pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme nominative, renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration en utilisant l'enveloppe prépayée jointe à la convocation reçue par courrier postal ou par courrier simple, à l'adresse suivante : Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3 ;
- pour les actionnaires dont les actions sont inscrites en compte sous la forme au porteur, demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration à l'intermédiaire qui gère leurs titres à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale. Une fois complété par l'actionnaire, le formulaire sera à retourner à l'établissement teneur de compte qui l'accompagnera d'une attestation de participation et l'adressera à Société Générale Securities Services, Service des Assemblées (CS 30812 - 44 308 Nantes Cedex 3).

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront avoir été reçus par la Société ou le Service Assemblées générales de Société Générale Securities Services, au plus tard **le 25 juin 2022**, conformément aux dispositions de l'article R. 225-77 du Code de commerce. L'actionnaire peut révoquer son mandataire, étant précisé que la révocation devra être faite par écrit dans les mêmes formes que la nomination et communiquée à la Société. Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie papier devront également avoir été réceptionnées au plus tard **le 25 juin 2022**.

3.2.3. Changement du mode de participation

Conformément à l'article R. 22-10-28, II. du Code de commerce, lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions prévues à la dernière phrase de l'article précité, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale.

3.3. Questions écrites

Conformément aux articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de commerce, tout actionnaire peut adresser au conseil d'administration de Transition des questions écrites à compter de la présente insertion.

Ces questions doivent être envoyées au président du conseil d'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique à l'adresse contact@spactransition.com, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale (soit le **22 juin 2022**). Elles sont accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. Une réponse commune peut être apportée à ces questions dès lors qu'elles présentent le même contenu. La réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site internet de Transition : <https://spactransition.com/>.

3.4. Droit de communication des actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des assemblées générales seront disponibles au siège social de Transition dans les délais légaux et, pour les documents et informations prévus à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce, sur le site internet de Transition à l'adresse suivante : <https://spactransition.com/>, au plus tard à compter du vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée Générale

4. EXPOSE SOMMAIRE DE LA SITUATION DE TRANSITION PENDANT L'EXERCICE ECOULE

Le conseil d'administration de la Société vous a rendu compte de la marche des affaires sociales au titre de l'exercice 2021 et des résolutions relatives à l'approbation des comptes sociaux de la Société dans son rapport de gestion mis à votre disposition préalablement à l'Assemblée Générale.

Par ailleurs, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables, le conseil d'administration a également mis à votre disposition le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la Société (lequel a été complété par un addendum en date du 18 mai 2022 et mis à votre disposition préalablement à l'Assemblée Générale), le rapport du commissaire aux comptes de la Société sur les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes de la Société sur les conventions réglementées au sens de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Les principaux éléments sur la situation de Transition pendant l'exercice écoulé, tels que figurant dans le rapport financier annuel de la Société, sont reproduits ci-dessous.

4.1. Préparation du placement et de l'admission aux négociations sur le compartiment professionnel du marché réglementé Euronext Paris d'actions de préférence et de bons de souscription

La Société a été constituée le 15 mars 2021 dans le but d'acquérir une ou plusieurs sociétés ou autres entités opérationnelles basées en Europe par le biais d'une opération d'acquisition(s), d'apport(s), de fusion(s), de prise(s) de participation ou toute autre opération d'effet équivalent. La Société a été créée par Messrs. Xavier Caïtucoli et Erik Maris, chacun agissant au travers et pour le compte de leur filiale respectivement dénommées Crescendix (ou toute entité contrôlée par Crescendix) et Schuman Invest, ainsi que Eiffel Essentiel SLP (ensemble dénommés les « **Fondateurs** »).

Dans cette perspective, l'équipe dirigeante a engagé divers travaux préparatoires en vue de faire admettre des titres financiers à émettre par la Société aux négociations sur le compartiment professionnel du marché réglementé Euronext Paris, incluant la préparation d'un prospectus daté du 16 juin 2021 et approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 21-231 (le « **Prospectus** »), les états financiers inclus et tous les documents contractuels nécessaires à la réalisation de l'opération envisagée.

4.2. Réalisation du placement des Unités auprès d'investisseurs qualifiés en France et hors de France, et admission aux négociations des Unités de Marché

4.2.1. Placement des Unités

Le 17 juin 2021, la Société a placé 20 000 000 d'actions de préférence stipulées rachetables d'une valeur nominale de 0,01€ par action (les « **Actions B** ») et 20 000 000 de bons de souscription d'actions ordinaires de la Société rachetables (les « **BSAR B** »). Les Actions B et les BSAR B ont été placés exclusivement sous la forme d'unités (actions de préférence stipulées rachetables assorties de bons de souscription d'actions ordinaires de la Société rachetables) chacune étant constitué d'une (1) Action B et d'un (1) BSAR B (les « **Unités** ») à un prix par Unité de 10,00 € (le « **Placement** ») conformément au Prospectus.

Le Placement a été réalisé exclusivement auprès d'investisseurs qualifiés agissant pour leur propre compte, ainsi que défini dans l'Article 2 point (e) du Règlement (UE) 2017/1129 (comme précisé dans le Prospectus) et conformément à l'Article L. 411-2 1° du *Code monétaire et financier*, en France et en dehors de France, et qui appartiennent à l'une des deux catégories suivantes :

- Investisseurs qualifiés investissant dans des sociétés ou activités opérationnelles du secteur de la transition énergétique, ou,
- Investisseurs qualifiés réunissant au moins deux des trois critères suivants tels que définis dans l'Article D. 533-11 du *Code monétaire et financier*, à savoir (i) un total du bilan égal ou supérieur à 20

millions d'euros, (ii) un chiffre d'affaires net ou des recettes nettes égales ou supérieures à 40 millions d'euros, et/ou (iii) des capitaux propres égaux ou supérieurs à 2 millions d'euros.

Le montant minimal de souscription dans le contexte du Placement a été fixé à 1 000 000 €.

Mr. Xavier Caïtucoli et Eiffel Essentiel ont participé au Placement, soit directement ou indirectement, pour respectivement 5 000 000 € and 10 000 000 €.

Depuis le 22 juin 2021, les Unités de marché se négocient sur le Compartiment Professionnel du marché réglementé d'Euronext Paris.

Le 29 juillet 2021, les BSAR B ont été détachés des Actions B, et la négociation séparée des Actions B et des BSAR B sur le compartiment professionnel du marché réglementé d'Euronext Paris s'est ouverte.

4.2.2. Actions ordinaires et bons de souscription d'actions ordinaires rachetables au profit des actionnaires fondateurs

Préalablement au Placement, les Fondateurs détenaient 5 649 999 actions ordinaires souscrites à leur valeur nominale (0,01 €). Le 22 juin 2021 (Date d'Admission aux Négociations), chaque action ordinaire détenue par ses porteurs a été convertie en une (1) action de classe A (chacune une « **Action de Fondateur** ») à une valeur nominale unitaire de 0,01 €. Les Actions de Fondateur sont des actions de préférence émises conformément aux Articles L. 228-11 *et seq.* du Code de commerce, les droits et obligations attachés étant définis dans les Statuts en vigueur à la date d'admission aux négociations.

Simultanément à la réalisation du Placement, les Fondateurs ont souscrit, dans le cadre d'une émission réservée, un total de 592 800 unités (les « **Unités des Fondateurs** ») au prix unitaire de 10,00€ par Unité de Fondateur (5 928 000€ au total), chaque Unité de Fondateur étant constituée d'une (1) action ordinaire entièrement libérée d'une valeur nominale de 0,01€ et d'un (1) bon de souscription d'action ordinaire rachetable de classe A (« **Bon de Souscription de Fondateur** »). Les Fondateurs ont également souscrit à l'achat de 923 868 actions ordinaires au prix unitaire de 0,01€.

A la Date d'Admission aux Négociations, les actions ordinaires directement et indirectement détenues par chacun des Fondateurs, incluant les actions ordinaires sous-jacentes aux Unités des Fondateurs, ont été converties comme suit :

- 1 911 111 actions ordinaires converties en 1 911 111 Action de Fondateur de classe A1 ;
- 1 911 111 actions ordinaires converties en 1 911 111 Action de Fondateur de classe A2 ;
- 1 911 111 actions ordinaires converties en 1 911 111 Action de Fondateur de classe A3 ; et
- 1 433 333 actions ordinaires converties en 1 433 333 Action de Fondateur de classe A4.

Les Actions de Fondateur de classe A et les Bons de Souscription de Fondateur qui composent les Unités des Fondateurs ont été détachés le 31 juillet 2021 sur décision du Président-Directeur Général, agissant sur délégation du Conseil d'administration de la Société.

4.2.3. Bons de souscription d'actions à bons de souscription d'actions rachetables (Forward Purchase Agreement, le « FPA »)

La Société a émis, dans le cadre d'une émission réservée intervenue au moment de la réalisation du Placement, un total de 7 100 000 bons de souscription d'action au prix unitaire de 0,01 €, chaque bon de souscription donnant droit à son porteur de souscrire à une (1) nouvelle Action Ordinaire attachée à un (1) bon de souscription d'action ordinaire, pour un prix global de 10,00 € (sous réserve des ajustements décrits dans le Prospectus) par bon de souscription d'action (les « **Forward Purchase Warrants** »). Les Forward Purchase Warrants ont été achetés par Mr. Xavier Caïtucoli et par Eiffel Essentiel SLP (soit directement ou indirectement) pour respectivement 5 000 €, et 10 000 € (correspondant à la souscription de 500 000 and

1 000 000 Forward Purchase Warrants), et par les investisseurs suivants qui se sont engagés à participer au Placement :

- Sycomore Asset Management a souscrit 3 800 000 Forward Purchase Warrants;
- Guisando B.V. a souscrit 1 000 000 Forward Purchase Warrants;
- Financière Arbevel a souscrit 600 000 Forward Purchase Warrants; et
- Financière Saint-James a souscrit 200 000 Forward Purchase Warrants.

4.2.4. Surallocation et Période de Stabilisation

La Société a accordé à Goldman Sachs, agissant comme agent stabilisateur pour le compte des teneurs de livre (l'« **Agent Stabilisateur** »), l'option d'acheter jusqu'à 1 500 000 Unités supplémentaires au prix unitaire de 10,00 € (les « **Unités de Surallocation** »), dans la limite d'un montant total de 15 millions d'euros, exerçable pour une période de 30 jours à compter de la Date d'Admission aux Négociations (la « **Période de Stabilisation** »), exclusivement dans le but de répondre aux demandes de surallocation et pour faciliter les opérations de stabilisation (l'« **Option de Surallocation** »).

Les Unités de Surallocation ont été souscrites par Mr. Xavier Caïtucoli and Eiffel Essentiel SLP (soit directement ou indirectement) pour respectivement 5 000 000 € et 10 000 000 € (correspondant à la souscription de 500 000 et 1 000 000 Unités) le 17 juin 2021, et ont été immédiatement rachetées par la Société au même prix. La Société a alors prêté 1 500 000 Unités de Surallocation à l'Agent Stabilisateur pour livraison aux investisseurs suivant les demandes de surallocation. L'Agent Stabilisateur a eu la possibilité, dans la limite des règles et lois en vigueur, de surallouer ou effectuer des transactions afin de soutenir le cours de marché des Unités en achetant un nombre d'Unités dans la limite du nombre d'Unités de Surallocation. En conformité avec les dispositions de la Réglementation Abus de Marché et du Règlement Délégué (UE) 2016/1052 de la Commission du 8 mars 2016, les transactions de stabilisation n'ont pas pu être effectuées à un prix supérieur au prix offert dans le Placement.

L'Agent Stabilisateur a mené des activités de stabilisation (ainsi que définies par l'article 3(2)(d) de la Réglementation Abus de Marché) en lien direct avec la première admission aux négociations sur Euronext Paris des Unités pendant la Période de Stabilisation. En conséquence, la Société a publié trois communiqués de presse en date du 28 juin 2021, 5 juillet 2021 et 22 juillet 2021.

La Période de Stabilisation a pris fin le 22 juillet 2021. L'Agent Stabilisateur a partiellement exercé l'Option de Surallocation pour acheter 650 000 Unités additionnelles auprès de la Société, au prix initial du Placement à 10,00 € par Unité, correspondant à un montant total d'environ 6,5 millions €. Au final, le nombre total d'Unités offert dans le placement privé s'est élevé à 20 650 000 Unités, portant ainsi la taille du placement à environ 206,5 millions €.

Compte tenu du fait que l'Option de Surallocation n'a pas été exercée dans son intégralité, l'Agent Stabilisateur a restitué à la Société le 26 juillet 2021 les Unités de Surallocation qui n'ont pas été achetées par l'Agent Stabilisateur, correspondant à 850 000 Unités.

4.2.5. Réduction de capital

Afin de placer les Fondateurs dans la situation qui aurait été la leur si le nombre de 20 650 000 Unités souscrites dans le cadre de l'Offre avait été connu au moment de la détermination du nombre d'Actions de Fondateurs à émettre, le Conseil d'administration a décidé en date du 30 juillet 2021, conformément à l'article 11.2 des statuts de la Société et à l'article 4.2 des termes et conditions des *Founders' Warrants* de procéder à un rachat en numéraire (« **Rachat d'Actions** ») de :

- 75 555 Actions de Fondateur de classe A1, dont (i) 4 623 Actions de Fondateur de classe A1 correspondant aux anciennes actions ordinaires émises sous la forme d'Unités de Fondateur dans le cadre de la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 16 juin 2021 et (ii) 70 932 Actions de Fondateur de classe A1 correspondant aux anciennes actions ordinaires émises dans le cadre de la 24^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 16 juin 2021 ;

– 75,558 Actions de Fondateur de classe A2, dont (i) 4 626 Actions de Fondateur de classe A2 correspondant aux anciennes actions ordinaires émises sous la forme d'Unités de Fondateur dans le cadre de la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 16 juin 2021 et (ii) 70 932 Actions de Fondateur de classe A2 correspondant aux anciennes actions ordinaires émises dans le cadre de la 24^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 16 juin 2021 ;

– 75 555 Actions de Fondateur de classe A3, dont (i) 4 623 Actions de Fondateur de classe A3 correspondant aux anciennes actions ordinaires émises sous la forme d'Unités de Fondateur dans le cadre de la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 16 juin 2021 et (ii) 70 932 Actions de Fondateur de classe A3 correspondant aux anciennes actions ordinaires émises dans le cadre de la 24^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 16 juin 2021 ;

– 56 667 Actions de Fondateur de classe A4, dont (i) 3 468 Actions de Fondateur de classe A4 correspondant aux anciennes actions ordinaires émises sous la forme d'Unités de Fondateur dans le cadre de la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 16 juin 2021 et (ii) 70 932 Actions de Fondateur de classe A4 correspondant aux anciennes actions ordinaires émises dans le cadre de la 24^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 16 juin 2021 ;

– 17 340 Bons de Souscription de Fondateur, correspondant aux Bons de Souscription de Fondateur attachés aux Actions de Fondateur de classe A1, aux Actions de Fondateur de classe A2, aux Actions de Fondateur de classe A3 et aux Actions de Fondateur de classe A4 émises sous la forme d'Unités de Fondateur et qui ont été rachetées comme décrit ci-dessus.

Le même jour, le Conseil d'administration a également décidé de réaliser une réduction de capital non motivée par des pertes pour un montant nominal total de 11 333,35 € (la « **Réduction de Capital Social** ») par l'annulation de :

- 850 000 Actions B auto détenues (depuis la restitution intervenue le 26 juillet 2021 comme décrit ci-dessus) et
- 75 555 Actions de Fondateur de classe A1 (dont 4 623 émises sous la forme d'Unités de Fondateur),
- 75 558 Actions de Fondateur de classe A2 (dont 4 626 émises sous la forme d'Unités de Fondateur),
- 75 555 Actions de Fondateur de classe A3 (dont 4 623 émises sous la forme d'Unités de Fondateur),
- 56 667 Actions de Fondateur de classe A4 (dont 3 468 émises sous la forme d'Unités de Fondateur),

qui avaient été rachetées par la Société selon les conditions de L. 228-12-1 II du Code de Commerce.

Le 30 juillet 2021, le Président-Directeur Général, agissant sur délégation du Conseil d'administration, a décidé de procéder au rachat d'actions décidé le même jour.

En conséquence du Rachat d'Actions, 75 555 Actions de Fondateur de classe A1, 75 558 Actions de Fondateur de classe A2, 75 555 Actions de Fondateur de classe A3 et 56 667 Actions de Fondateur de classe A4 (ainsi que 17 340 Bons de souscription de Fondateur), ont été rachetés par la Société pour un prix total de 176 059,95€.

Ces 283 335 Actions de Fondateur de classe A ont été immédiatement annulées ainsi que 850,000 Actions B conformément aux décisions du Conseil d'administration.

Le capital social de la Société a ainsi été réduit d'un montant nominal 11 333,35€, passant de 286 666,67 euros à 275 333,32 euros.

A compter de la réalisation de la Réduction du Capital Social en date du 30 juillet 2021, le capital social de la Société se compose de 6 883 332 Actions de Fondateur de classe A qui se répartissent entre 1 835 556 Actions de Fondateur de classe A1, 1 835 553 Actions de Fondateur de classe A2, 1,835,556 Actions de Fondateur de classe A3, 1 376 667 Actions de Fondateur de classe A4, et 20 650 000 Actions B.

4.3. Transfert des fonds levés par la Société sur un Compte Bloqué dédié

A la date de l'Admission aux Négociations, la Société a transféré le montant net levé résultant (i) du Placement, (ii) de l'émission réservée aux Fondateurs des Unités de Fondateur diminué d'un montant de 1 500 000 € (afin de financer le besoin en fonds de roulement initial de la Société), (iii) de l'émission réservée des Forward Purchase Warrants, (iv) de l'émission réservée aux Fondateurs d'actions ordinaires, ainsi qu'un montant correspondant aux commissions bancaires différées estimées, i.e. un montant de 200 075 545 €, sur un compte de dépôt sécurisé ouvert auprès de la banque Crédit Industriel et Commercial (le « **Compte Sécurisé** »).

Il est précisé que les fonds déposés sur le Compte Sécurisé ne peuvent être utilisés qu'en relation avec la réalisation du Rapprochement d'Entreprises tel que défini dans le Prospectus, et pour honorer les demandes éventuelles de remboursement des Actions B pour lesquelles le remboursement aura été valablement demandé. Si la Société ne parvient pas à réaliser le Rapprochement d'Entreprises dans le délai mentionné dans le Prospectus, les montants déposés sur le Compte Sécurisé (y compris les intérêts, le cas échéant) seront, après règlement des créanciers et apurement du passif de la Société, distribués aux porteurs d'Actions B ainsi qu'aux Fondateurs.

Suite à l'exercice partiel de l'Option de Surallocation, un montant de 6 502 034 € a été déposé sur le Compte Sécurisé portant le montant total sur le Compte Sécurisé à 206 577 579 €.

Le 27 septembre 2021, la Société a transféré le montant total sur le Compte Sécurisé vers un nouveau compte de dépôt sécurisé ouvert à la banque Caisse d'Epargne. Le Compte Sécurisé désigne depuis cette date le compte de dépôt sécurisé ouvert à la Caisse d'Epargne.

4.4. Composition du capital social de Transition et déclarations de franchissement de seuil

Au 31 décembre 2021, le capital social de la Société est composé de 27 533 332 actions et 22 485 556 droits de vote.

Au 31 décembre 2021, les actionnaires détenant plus que 5% du capital social et/ou des droits de vote de Transition sont :

	Pourcentage du capital social de la Société	Pourcentage des droits de vote de la Société
Xavier Caïtucoli ¹	10,15%	4,94%
Erik Maris ²	8,33%	2,72%
Eiffel Essentiel SLP	11,97%	7,17%
Sycomore Asset Management	13,80%	16,90%
La Financière de l'Echiquier	4,54%	5,56%

4.5. Activité opérationnelle de la Société

Au cours de son exercice de 9 mois clos le 31 décembre 2021, la Société s'est activement concentrée sur la recherche et l'identification d'opportunités de Rapprochement d'Entreprises selon les termes et procédures décrits dans le Prospectus.

¹ Xavier Caïtucoli détient ses Actions de Fondateur, Bons de Souscription de Fondateur, actions et bons de souscription d'actions par l'intermédiaire de Crescendix (ou toute entité contrôlée par Crescendix). Les actions de Crescendix sont directement et intégralement détenues par Xavier Caïtucoli.

² Erik Maris détient ses Actions de Fondateur et ses Bons de Souscription de Fondateur par l'intermédiaire de Schuman Invest. Les actions de Schuman Invest sont directement et intégralement détenues par Erik Maris.

5. FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE OU PAR PROCURATION

[Le formulaire de vote par correspondance ou par procuration suit]

Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side
Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ■ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this ■, date and sign at the bottom of the form

☐ **JE DÉSIRE ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE** et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / **I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING** and request an admission card: date and sign at the bottom of the form



49 bis avenue Franklin D. Roosevelt
75008 Paris

au capital de EUR 275 333,32
895 395 622 R.C.S. Paris

Assemblée Générale Ordinaire
du Mardi 28 juin 2022 à 8h00
 Cabinet Bredin Prat SAS
 53, quai d'Orsay, 75007 Paris

Ordinary Shareholders' Meeting
on Tuesday, 28 June 2022 at 8:00 a.m.
 Cabinet Bredin Prat SAS
 53, quai d'Orsay, 75007 Paris

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant - Account
 Nominatif Registered
 Porteur Bearer
 Vote simple Single vote
 Vote double Double vote
 Nombre d'actions Number of shares
 Nombre de voix - Number of voting rights

<input type="checkbox"/> JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST Cf. au verso (2) - See reverse (2)										Sur les projets de résolutions non agréés, je vote en noircissant la case correspondant à mon choix. On the draft resolutions not approved, I cast my vote by shading the box of my choice.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	A	B
Non / No										Oui / Yes	
Abs.										Non / No	
										Abs.	
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	C	D
Non / No										Oui / Yes	
Abs.										Non / No	
										Abs.	
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	E	F
Non / No										Oui / Yes	
Abs.										Non / No	
										Abs.	
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	G	H
Non / No										Oui / Yes	
Abs.										Non / No	
										Abs.	
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	J	K
Non / No										Oui / Yes	
Abs.										Non / No	
										Abs.	

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée, je vote **NON** sauf si je signale un autre choix en noircissant la case correspondante :
 In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting, I vote **NO** unless I indicate another choice by shading the corresponding box:

- Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale. / I appoint the Chairman of the general meeting..... ☐

- Je m'abstiens. / I abstain from voting ☐

- Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom ☐

I appoint [see reverse (4)] Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf..... ☐

Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard :
 To be considered, this completed form must be returned no later than:

à la banque / to the bank 25/06/2022
 à la société / to the company 25/06/2022

Date & Signature

« Si le formulaire est renvoyé daté et signé mais qu'aucun choix n'est coché (carte d'admission / vote par correspondance / pouvoir au président / pouvoir à mandataire), cela vaut automatiquement pouvoir au Président de l'assemblée générale »
 'If the form is returned dated and signed but no choice is checked (admission card / postal vote / power of attorney to the President / power of attorney to a representative), this automatically applies as a proxy to the Chairman of the General Meeting

CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

<p>(1) GENERALITES : Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'article R. 225-76 du Code de Commerce. QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE :</p> <p>Le signataire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom (en majuscules), prénom usuel et adresse (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire).</p> <p>Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner ses nom, prénom et qualité.</p> <p>Si le signataire n'est pas l'actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.</p> <p>Le formulaire adressé pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (article R. 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).</p> <p>Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (article R. 225-81 du Code de Commerce). Ne pas utiliser à la fois « Je vote par correspondance » et « Je donne pouvoir » (article R. 225-81 paragraphe 8 du Code de Commerce).</p> <p>Un guide méthodologique de traitement des assemblées générales, incluant une grille de lecture de ce formulaire de vote par correspondance est disponible sur le site de l'AFTI : www.afti.asso.fr</p> <p>La version française de ce document fait foi.</p>	<p>(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE <u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extraît) :</u></p> <p>"Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant".</p>	<p>Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :</p> <p>1° Contrôle, au sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;</p> <p>2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;</p> <p>3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;</p> <p>4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'article L. 233-3.</p>
<p>(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE <u>Article L. 225-107 du Code de Commerce (extraît) :</u></p> <p>"Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.</p> <p>Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne sont pas considérés comme des votes exprimés".</p> <p>La majorité requise pour l'adoption des décisions est déterminée en fonction des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul. (articles L. 225-96 et L. 225-98 du Code de Commerce et, s'agissant des sociétés ayant adopté le statut de la société européenne, et articles 57 et 58 du Règlement du Conseil (CE) N°2157/2001 relatif au statut de la société européenne).</p> <p>Si vous votez par correspondance : vous devez obligatoirement noircir la case "Je vote par correspondance" au recto.</p> <p>1 - il vous est demandé pour chaque résolution en noircissant individuellement les cases correspondantes :</p> <p>- soit de voter "Oui" (vote exprimé par défaut pour les projets de résolutions présentés ou agréés, en l'absence d'un autre choix);</p> <p>- soit de voter "Non";</p> <p>- soit de vous "Abstenir" en noircissant individuellement les cases correspondantes.</p> <p>2 - Pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre vote contre (vote exprimé par défaut en l'absence d'un autre choix), pouvoir au président de l'assemblée générale, abstention ou pouvoir à personne dénommée en noircissant la case correspondant à votre choix.</p>	<p>(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE <u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extraît) :</u></p> <p>"I - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.</p> <p>II - Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>III - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71.</p> <p>Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites."</p>	<p>Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°.</p> <p>Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.</p> <p>La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."</p>
<p>Les informations à caractère personnel recueillies dans le cadre du présent document sont nécessaires à l'exécution de vos instructions de vote. Vous disposez d'un certain nombre de droits concernant vos données (accès, rectification, etc.). Ces droits peuvent être exercés auprès de votre teneur de compte aux coordonnées indiquées par ce dernier.</p>		

FORM TERMS AND CONDITIONS

<p>(1) GENERAL INFORMATION: This is the sole form pursuant to article R. 225-76 du Code de Commerce WHICHEVER OPTION IS USED:</p> <p>The signatory should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided e.g. a legal guardian: (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form).</p> <p>If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf.</p> <p>If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy.</p> <p>The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (art. R. 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).</p> <p>The text of the resolutions is in the notification of the meeting which is sent with this proxy (article R. 225-81 du Code de Commerce). Please do not use both "I vote by post" and "I hereby appoint" (article R. 225-81 du Code de Commerce).</p> <p>A guide relating to the general meetings processing, including an interpretation grid of this proxy form, is available on the AFTI website at: www.afti.asso.fr</p> <p>The French version of this document governs; The English translation is for convenience only.</p>	<p>(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING <u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract):</u></p> <p>"In case of any power of representation given by a shareholder without naming a proxy, the chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting a draft resolutions submitted or approved by the Board of Directors or the Management Board, as the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions. To issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal."</p>	<p>This information relates in particular to the event that the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts:</p> <p>1° Controls, within the meaning of article L. 233-3, the company whose general meeting has to meet;</p> <p>2° Is member of the management board, administration or supervisory board of the company or a person which controls it within the meaning of the article L. 233-3;</p> <p>3° Is employed by the company or a person which controls it within the meaning of article L. 233-3;</p> <p>4° Is controlled or carries out one of the functions mentioned with the 2° or the 3° in a person or an entity controlled by a person who controls the company, within the meaning of the article L. 233-3.</p>
<p>(2) POSTAL VOTING FORM <u>Article L. 225-107 du Code de Commerce (extract):</u></p> <p>"Any shareholder may vote by post, using a form the wording of which shall be fixed by a decree approved by the Conseil d'Etat. Any provisions to the contrary contained in the memorandum and articles of association shall be deemed non-existent.</p> <p>When calculating the quorum, only forms received by the company before the meeting shall be taken into account, on conditions to be laid down by a decree approved by the Conseil d'Etat. The forms giving no voting direction or indicating abstention shall not be considered as votes cast."</p> <p>The majority required for the adoption of the general meeting's decisions shall be determined on the basis of the votes cast by the shareholders present or represented. The votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or spoilt ballot paper (articles L. 225-96 and L. 225-98 du Code de Commerce and, for the companies which have adopted the statute of European company, articles 57 and 58 of the Council Regulation (EC) n°2157/2001 on the statute for a European company).</p> <p>If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document: "I vote by post".</p> <p>1 - In such event, please comply for each resolution the following instructions by shading boxes of your choice:</p> <p>- either vote "Yes" (in absence of choice, vote expressed by default for the approved draft resolutions),</p> <p>- or vote "No",</p> <p>- or vote "Abstention" by shading boxes of your choice.</p> <p>2 - In case of amendments or new resolutions during the general meeting, you are requested to choose between vote "No" (vote expressed by default in absence of choice), proxy to the chairman of the general meeting, "Abstention" or proxy to a mentioned person individual or legal entity by shading the appropriate box.</p>	<p>(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY) <u>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract):</u></p> <p>"I - A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with.</p> <p>II - The proxy as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.</p> <p>III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organise a consultation with the shareholders mentioned in article L. 225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article.</p> <p>Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to article L. 225-23 or article L. 225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company investment funds that holds company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to article L. 225-23 or article L. 225-71.</p> <p>Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent."</p>	<p>This information is also delivered when a family tie exists between the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts, and a natural person placed in one of the situations enumerated from 1° to 4° above.</p> <p>When during the proxy, one of the events mentioned in the preceding subparagraphs occurs, the proxy informs without delay his constituent. Failing by the latter to confirm explicitly the proxy, this one is null and void.</p> <p>The termination of the proxy is notified without delay by the proxy to the company.</p> <p>The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree."</p>
<p>Personal data included in this form are necessary for the execution of your voting instructions. You have certain minimum rights regarding your data (access, correction...). These rights may be exercised using the contact details provided by your custodian.</p>		

**DEMANDE D'ENVOI DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS VISES A L'ARTICLE
R 225-83 DU CODE DE COMMERCE**